



Procès verbal

Conseil Municipal

Séance du 4 novembre 2021

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Présents : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn (arrivée à 19 h 05) – THOMAS Gwénaél (arrivée à 19 h 10) – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine

Absents: GAUVAIN Michaël (pouvoir à TATON Bruno)
MORICE Gildas (pouvoir à ROUAULT Anne-Marie)
CORLAY Gérald (pouvoir à LE GARFF-TRUHAUD Francette)

Secrétaire : ROUAULT Anne-Marie

Le procès verbal de la séance du 7 octobre 2021 est adopté.

1/ Décision modificative budgétaire

M. Séhan explique que les dépenses imprévues sont destinées à permettre à l'exécutif de faire face à une urgence et à mandater une dépense non inscrite initialement au budget.

En investissement, le crédit inscrit en dépense imprévue peut être employé par le maire pour virer des crédits du compte correspondant de la section concernée (chapitre « 020 » en section d'investissement) au compte d'imputation par nature de la dépense. Il n'est pas nécessaire d'attendre une réunion du conseil municipal pour procéder à ce virement de crédits. Le Maire doit en revanche rendre compte à l'assemblée délibérante de l'ordonnancement de la dépense.

M. Séhan présente ainsi la décision modificative prise suite aux achats de l'auto laveuse validé lors du conseil municipal du 7 octobre 2021 et de décorations de Noël supplémentaires (société Décolum – 718.32 € TTC) :

Lignes en diminution de crédits	Lignes en augmentation de crédits
020 Dépenses imprévues - 5 000 €	Cpte 2158 – op. 101 - Acquisition de matériel + 5 000 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire ou son représentant à faire les modifications budgétaires telles que présentées.

2/Devis du Syndicat Départemental d'Energie

Le Syndicat Départemental d'Énergie des Côtes d'Armor (SDE 22) est compétent en matière de contrôle de la distribution de l'électricité des foyers lumineux, des extensions/renforcements de réseaux et de l'éclairage public.

Dans la mesure où la commune de Goudelin a transféré la compétence éclairage public au SDE22, celui-ci gère donc la création et la rénovation des lignes d'éclairage public et prend en charge une partie des montants des travaux réalisés. La commune finance, quant à elle, le solde des travaux, conformément à la convention conclue avec le syndicat départemental.

Les 2 devis reçus sont présentés à l'assemblée:

Rénovation de la lanterne du foyer E 158 – Poul Ranet

- Montant estimatif de travaux : 1 192.32 € TTC

- Participation Commune : 717.60 €

Rénovation de la lanterne du foyer K163 – Place de l'Eglise

- Montant estimatif de travaux : 1 192.32 € TTC

- Participation Commune : 717.60 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire ou son représentant, à signer la convention financière formalisant ces dispositions.

Il est prévu d'harmoniser les lanternes d'éclairage du bourg, lorsque le remplacement sera nécessaire.

3/Dénomination des voies communales et numérotage

M. le Maire rappelle que pour faciliter le repérage pour les services de secours (SAMU, Pompiers, Gendarmes...), le travail des services de livraison, la localisation sur les GPS, la commune a souhaité identifier clairement les adresses des habitations. La dénomination des diverses voies et leur numérotage constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L 2213-28 du CGCT.

Sur avis favorable du groupe de travail « numérotage des voies » et après information préalable des habitants des quartiers concernés, le conseil municipal est à présent appelé à se prononcer sur la délibération globale des voies ainsi que sur la numérotage des habitations retenue dans le plan d'adressage proposé par La Poste.

La dénomination et le numérotage des voies communales est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même. Il est rappelé que les numéros qui seront attribués aux propriétés représenteront la distance en mètres séparant le début de la voie et l'entrée de l'habitation. Ce système permettra ainsi d'intercaler de nouveaux numéros sans modifier la numérotage existante et sans risque de créer des numéros bis, ter....

La numérotage sera matérialisée par l'apposition plaques indicatives fournies par la mairie. M. le Maire en présente le coût estimatif. L'entretien du numérotage est ensuite à la charge du propriétaire.

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au Centre des Impôts Fonciers de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles et de l'article n°141-3 du Code de la Voirie Routière relatif à la mise à jour du tableau de classement des voies communales,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **Procède** à la dénomination des voies communales et à leur numérotage tel que présenté.
- **Adopte** les dénominations pour les voies communales comme indiquées dans le tableau annexé à la présente délibération.
- **Approuve** le système de numérotage métrique retenu pour chaque point d'adressage concerné par le nouveau plan, avec côté impair et côté pair.
- **Autorise** M. le Maire à signer tous les documents administratifs permettant la mise en œuvre de cette décision.

Mme Francette LE GARFF TRUHAUD s'interroge sur les démarches à effectuer suite à ces changements d'adresse.

La plupart des démarches sont réalisées automatiquement et ne sont pas nécessaires à partir du moment où il s'agit uniquement d'un changement de numéro et non de dénomination de rue. Des étiquettes seront fournies par la poste.

- Carte d'identité : Aucune modification à réaliser
- Le changement est automatique au sein du centre des impôts
- Carte grise : Il est possible sur le ants.gouv.fr de procéder à cette modification et de récupérer une étiquette à coller sur la carte originale (démarche gratuite)

Mme Chrystel SEVRET fait remarquer qu'il n'existe aucun lien avec la base nationale d'adresse et les dossiers prestataires au sein de la CAF et de la MSA. Il est donc indispensable d'informer ces administrations de ce changement.

Lotissements :

. Rue des Lavandières : l'entrée se fera rue de la Fontaine Pierre avec des numéros pairs à droite et impairs à gauche. Il est indispensable de prévoir des panneaux indicateurs de numéros aux intersections.

. Rue Parc Govel : Les quatre habitations situées à l'entrée de ce lotissement, rue de Kerallec, changeront de dénomination de rue.

Sur les deux modes de distribution proposés

- Par le facteur moyennant un coût de 2.15 €
- A retirer directement à la mairie

Il a été choisi à l'humanité de proposer à la population une distribution en mairie, sur un ou deux samedis. Les conseillers se rendront chez les personnes âgées ne pouvant pas se déplacer.

4/Convention cadre avec la SAFER : Vigifoncier

M. Le Maire explique qu'afin de recevoir les mutations foncières agricoles en temps réel avec les plans, il convient de signer une convention avec la SAFER afin de s'abonner au portail VIGIFONCIER.

Le montant de l'abonnement vigifoncier pour toutes les collectivités abonnées en SAFER Bretagne est calculé en fonction du nombre moyen annuel de Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) reçues par la SAFER sur les 5 dernières années sur le territoire choisi. Par conséquent tout dépend du nombre moyen de DIA reçu sur la commune. Chaque DIA reçue des notaires au siège de la SAFER est ensuite saisie sur le portail VIGIFONCIER.

La convention prévoit l'ensemble des prestations possibles auprès d'une collectivité, ce qui évite par la suite la rédaction d'éventuels avenants, mais seules la veille et l'observatoire seront opérationnels à la signature de celle-ci.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour et 1 abstention (Anne-Yvette ILLIEN), autorise M. le Maire ou son représentant, à signer la convention avec la SAFER tel que présenté.

Mme Anne Yvette ILLIEN précise son désaccord sur le fait que la SAFER favorise certains agriculteurs par rapport à d'autres.

M. Laurent LE FAUCHEUR précise que cette convention ne change en rien l'organisation actuelle, mis à part le fait que désormais la mairie sera avisée avant toute transaction.

5/Contrat groupe statutaire

M. Le Maire rappelle que les agents territoriaux ne relèvent pas du régime de la Sécurité sociale, mais du statut de la Fonction publique territoriale. En cas d'arrêt de travail d'un agent, l'employeur doit prendre en charge l'intégralité de sa rémunération et même l'intégralité des frais médicaux en cas d'accident de service ou de maladie professionnelle. Le contrat groupe d'Assurance statutaire, géré par le CDG 22, couvre les dépenses liées aux absences pour raison de santé des collectivités (maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle...).

La commune a adhéré au 1er Janvier 2020 au contrat d'assurance groupe proposé pour la période de 2020 à 2023. Suite à la crise sanitaire et aux nombreuses évolutions réglementaires impactant financièrement les contrats, CNP Assurances (assureur) et SOFAXIS (courtier) ont fait valoir de fortes majorations de taux pour leurs adhérents.

Afin d'éviter une résiliation unilatérale de la part de l'assureur, de nouvelles conditions contractuelles ont ainsi été négociées par le CDG22 et prendront effet au 1er janvier 2022 :

	<u>GARANTIE</u>	<u>FRANCHISE</u>	<u>TAUX</u>
Agents CNRACL	Décès	Néant	<u>6.72 %</u> Au lieu de 5,84%
	Accidents du Travail/Maladie Professionnelle	15 jours fermes / arrêt	
	Maladie ordinaire	15 jours fermes / arrêt	
	C.L.M. / C.L.D.	Néant	
	Maternité / paternité / adoption	Néant	

- Le taux est maintenu pour le contrat couvrant les agents affiliés à l'IRCANTEC (0,95 %).
- Le remboursement d'indemnités journalières est fixé à 90 %.

Ces évolutions sont présentées au conseil municipal qui en prend acte.

6/Leff Armor Communauté – Spanc : Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public

Pièce jointe : rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public Spanc

Les conseillers prennent acte de la communication de ce document.

Sur notre commune 138 installations non collectif sont aux normes et 314 non conformes, avec pour certains des rejets en pleine nature

7/ Informations diverses

- Lotissement « Hameau des Lavandières » : un dernier lot reste à vendre.
- Cérémonie des vœux fixée au dimanche 9 janvier 2022 à 11 heures à la salle des fêtes.
- Repas des Aînés : Jeudi 11 novembre 2021 à la salle des fêtes à partir de 12h00. La cérémonie de l'Armistice précèdera le repas. Les écoles ont été sollicitées pour participer à cette cérémonie, ainsi que les jeunes de 18 ans, l'idée étant de les parrainer pour accompagner les portes drapeaux.
Le pass sanitaire et le masque seront obligatoires dans la salle lors de déplacements, ainsi que le masque lors de la cérémonie.
- TELETHON 2021 : trail et randonnée (4 circuits de 5, 8, 11 ou 16 km) organisés par le comité des fêtes et les marcheurs de l'Isle le vendredi 3 décembre en nocturne et le samedi 4 décembre en après-midi. Pass sanitaire demandé à l'inscription. Le traditionnel "potage/crêpe" sera reconduit le vendredi soir, ainsi qu'un goûter le samedi.
- Mme Loulia Babenko, de Lanvollon, élue nouvelle Présidente de l'Association Familles Rurales de Goudelin.
- Changement de propriétaire au Bar des Sports. Nous leur souhaitons la bienvenue
- Visite de Mme la sous-préfète samedi 14 octobre 2021 : visite de l'Earl de l'Isle, du salon de Coiffure de l'Isle, de la Ferme de Kerogel et déjeuner à la cantine scolaire. Cette visite a fait l'objet d'un article de presse, dont la formulation portait à confusion. Le démenti demandé n'est jamais paru. La subvention mentionnée concernait la réception des nouveaux équipements au restaurant scolaire (subvention obtenue dans le cadre du plan de relance).
- Aménagement de la rue d'Armor : étude de faisabilité présentée par l'Adac 22. Réunion de démarrage du projet avec le bureau d'études Tecam, attributaire du marché de « mission de maîtrise d'œuvre », le vendredi 5 novembre 2021.

- 2ème Contrat Local de Santé (2021-2026) signé en octobre 2021 : priorités de santé retenues visent entre autres à favoriser la présence et l'accueil d'internes en médecine générale et à développer les réseaux locaux de professionnels de santé.

Une vidéo a été mise en ligne en collaboration avec LEFF ARMOR, afin d'attirer les jeunes médecins sur notre territoire. L'idée de détacher un médecin sur notre cabinet a été abandonnée pour raison de coût beaucoup trop élevé.

6.5 % de notre population Goudelinaise se rend à la maison médicale de GUINGAMP.

- Mme Francette LE GARFF TRUHAUD s'étonne d'apprendre par la presse qu'un nouveau lotissement serait en cours

M. Laurent LE FAUCHEUR fait remarquer qu'il s'agit d'un projet futur et qu'aucune démarche n'a été réalisée pour l'instant. Un groupe de travail sera mis en place, ainsi qu'une étude de faisabilité lancée par l'ADAC .

- Dans le cadre du plan de relance certains ustensiles ont été changés dans la cantine. La sauteuse est transférée dans la salle des fêtes, outil très demandé par les traiteurs.
- Une erreur s'est glissée sur le calendrier 2022 fixant le ramassage des poubelles.
- Mme Anne Yvette ILLIEN soulève le problème de la mise à disposition de la fibre.

Actuellement nous subissons un retard important sur la livraison des poteaux (7 livrés sur une semaine au lieu de 200 prévus). Lors d'une dernière réunion technique, un souci de croisement des lignes électrique et lignes fibres a été évoqué.

- M. Bruno TATON fait le point sur l'avancement des divers travaux en cours :

Le calendrier mis en place pour la réalisation de ces travaux a été respecté. Le parcours de santé sera livré le 10 décembre.

La réception des travaux sera organisée avant la fin de l'année avec les entreprises, ainsi qu'une inauguration courant janvier avec les élus.

Les deux salles du club house sont opérationnelles, les étagères de trophées sont transférées dans la salle de sport.

Nous profitons pour remercier le personnel des services techniques pour leur implication.

Prochain conseil municipal le 9 décembre 2021.

Fin du conseil municipal à 20 h 30

La secrétaire de séance
Anne-Marie ROUAULT